

Droit à la rente de partenaire

Selon article 14 du règlement, peut prétendre à une rente de partenaire, le partenaire d'une personne assurée (aussi du même sexe), si au moment du décès de l'assuré toutes les conditions suivantes et cumulées sont remplies:

- Les deux partenaires ne sont pas mariés.
- Les partenaires ne présentent aucun lien de parenté ni une relation de belle-famille.
- Le partenaire survivant a fait ménage commun avec la personne assurée et a formé avec elle une communauté de vie ininterrompue au minimum durant les cinq années précédant le décès.
ou
- Le partenaire survivant a, au moment du décès de l'assuré, fait ménage commun tout en devant subvenir à l'entretien d'un ou plusieurs enfants communs.
ou
- La personne assurée défunte offrait un soutien matériel déterminant à son partenaire et assumait les dépenses du ménage commun d'une manière substantielle.

Le partenariat se définit par une **vie en ménage commun** de deux personnes exclusivement.

Pour que le statut de partenaire, ayant droit aux prestations, soit valable, l'assuré doit **remplir et renvoyer le formulaire adéquat établi par la Fondation** au plus tôt après avoir rempli les conditions d'ayant droit. (cinq ans d'existence de vie commune, resp. enfants communs). Cette communication doit être signée par les deux partenaires. Les signatures doivent être authentifiées par un notaire. Pour le versement d'une rente de partenaire survivant, uniquement les conditions au moment du décès de l'assuré sont valables.

Si le partenaire survivant se marie, ou si il entre dans une nouvelle situation de partenariat, le droit à la rente de partenaire s'éteint. Lors d'une dissolution du partenariat, la Fondation doit être avertie sans délai. La Fondation vérifie périodiquement la situation de l'ayant droit. Si un abus devait être constaté, le Conseil de Fondation a le droit de réduire ou de supprimer la rente de partenaire.